

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Vandana Shiva : « Le libre-échange, c'est la dictature des entreprises »

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 17 septembre 2011

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Écrivain, physicienne, prix Nobel alternatif, la militante écologiste indienne Vandana Shiva est une résistante infatigable contre les entreprises qui pillent son pays, comme Monsanto. Elle pose un regard lucide sur les enjeux de la période : crise écologique, financière, protectionnisme, risque nucléaire, OGM... Quelle civilisation sommes-nous en train de construire ? Comment redonner du pouvoir aux citoyens face aux multinationales ? Comment construire de réelles alternatives globales ? Entretien.

source : www.bastamag.net - 4 juillet 2011

Basta ! : Les combats que vous menez sont liés à la souveraineté alimentaire, sur les terres, l'eau, les semences. Qu'est-ce que la souveraineté ? En quoi est-ce un enjeu majeur du 21^e siècle ?

Vandana Shiva : La redéfinition de la notion de « souveraineté » sera le grand défi de l'ère post-globalisation. La mondialisation était fondée sur l'ancienne notion de souveraineté, celle des États-nations héritée de la souveraineté des monarques et des rois. La nouvelle notion de souveraineté est le fondement de la résistance à la mondialisation. Cette résistance se traduit par le slogan : « *Le monde n'est pas une marchandise.* »

Actuellement, les Grecs disent : « *Notre terre n'est pas à vendre, nos biens ne sont pas à vendre, nos vies ne sont pas à vendre.* » Qui parle ? Les peuples. Revendiquer la souveraineté des peuples est la première étape de la souveraineté alimentaire, de l'eau ou des semences. Mais il y a une seconde partie : les peuples revendiquent le droit de protéger la Terre, et non celui d'abuser d'elle comme d'autres la maltraitent. Ainsi la souveraineté des terres, des semences, des rivières rejoint la souveraineté des peuples. Avec la responsabilité de protéger ce cadeau de la Terre et de le partager équitablement.

Pour garantir cette souveraineté, faut-il fermer davantage les frontières ?

Aucune frontière n'est jamais totalement fermée. C'est comme la frontière de notre peau, qui nous protège de l'invasion de toute infection : des ouvertures permettent à la transpiration de sortir, pour maintenir notre équilibre, préserver notre santé. Toutes les frontières sont poreuses. Un corps souverain sait comment réguler ces entrées et sorties. Il sait quand trop de chaleur entre dans le corps. Il sait comment s'opposer aux virus. Quand un corps perd cette autonomie, cette souveraineté, il devient malade. C'est la même chose pour un pays, gouverné par un peuple souverain et autonome. Ce peuple peut dire : « *Notre lait est vendu 14 roupies/litre, votre lait européen qui débarque à 8 roupies/litre va détruire l'économie laitière en Inde, donc j'ai le droit de réguler ce qui entre.* » La régulation est vitale pour tout système vivant. La dérégulation, c'est l'appel de la mort. Un corps dérégulé meurt. De même, une nation, une économie dérégulée meurt.

Nous ne disons pas « non au commerce », mais « non au commerce dérégulé ». Non à un marché dérégulé où les conditions des échanges sont déterminées par l'avidité des entreprises, qui s'approprient nos impôts, créent des prix artificiels, entraînant dumping social et destruction de la souveraineté alimentaire.

Ce système nuit aux paysans d'Inde. Et il nuit aux paysans d'Europe qui ne peuvent pas gagner leur vie, car les coûts de production sont supérieurs aux prix de vente du lait. L'agrobusiness et ses profits sont au centre de cette équation. Elle a pour conséquence le dumping, l'accaparement, le meurtre de nos paysans, le massacre de nos

terres, et tous ces gens qu'on tue avec une alimentation empoisonnée.

Le protectionnisme peut-il être une solution face à cette exploitation du vivant, en empêchant les multinationales d'avoir accès à ces ressources qu'elles exploitent ?

Tout comme nous devons redéfinir la notion de souveraineté, nous devons repenser la notion de protectionnisme. Un protectionnisme lié à la protection des écosystèmes, à l'écologie, est un impératif. Nous devons dire stop à la dévastation de nos rivières, stop aux déchets toxiques, stop au dumping des OGM par la manipulation des politiques mondiales par une multinationale. Cette protection est un devoir. Le cycle de Doha [1] n'a entraîné aucun progrès depuis une décennie à cause d'un seul facteur : le problème de la subsistance des paysans. En 1993, nous avons organisé un rassemblement d'un demi-million de personnes pour faire pression sur le gouvernement indien : « *Si vous signez les accords du GATT, nos paysans vont mourir.* » Résultat : les accords du GATT ont été signés, et 250.000 paysans indiens se sont suicidés, notamment à cause de leurs dettes !

Cet endettement des paysans est lié à une décision politique particulière : la dérégulation du marché des semences, qui a permis à **Monsanto** de devenir par exemple l'unique vendeur de semences sur le marché du coton. La multinationale contrôle 95% de ce marché et dicte les prix. Une équipe de scientifiques indiens vient de montrer que les OGM ne fonctionnent pas. Dans les champs, c'est manifeste : les paysans doivent utiliser 13 fois plus de pesticides avec les OGM. Ce qui est formidable pour Monsanto qui les commercialise. Mais une cause d'endettement pour les paysans, et donc une cause de suicides.

La protection de nos paysans est un « *protectionnisme vital* ». Le protectionnisme est vu comme un « *péché* », car la dérégulation a été érigée en norme.

Interférer dans la corruption, les manipulations et l'avidité des multinationales, c'est du protectionnisme. Et donc, pour certains, c'est mauvais. Non ! C'est un devoir social, c'est un devoir écologique.

Et la cupidité des multinationales n'est pas un droit ! Elles écrivent à l'OMC, rédigent des accords et disent : « *Maintenant nous avons des droits et personne ne peut les changer.* » Nous les changerons.

Vous écrivez que « le libre-échange est un protectionnisme pour les puissants ». Doit-on construire un protectionnisme pour les plus « faibles » ?

Le libre-échange, dans la manière dont il a été façonné, n'est pas du tout libre. Il n'est pas démocratique. Cinq entreprises se rencontrent, écrivent un accord sur les droits de la propriété intellectuelle et cela donne à Monsanto le droit de considérer des semences comme sa « *propriété intellectuelle* » ! Cela permet à des entreprises comme **Novartis** de voler les médicaments aux plus pauvres et de les faire payer 10 fois plus cher. Un mois de traitement contre le cancer, avec les médicaments génériques disponibles en Inde, coûte 10.000 roupies. Et Novartis veut faire payer 175.000 roupies par mois.

Quand le tribunal juge qu'il n'est pas possible de déposer un brevet, car ces médicaments existent déjà et que ce n'est pas une « invention », Novartis défie les lois indiennes. La plupart des Indiens ne pourront pas payer le prix demandé par la multinationale. Novartis répond : « *Seuls 15% de Indiens nous importent.* » Cinq entreprises ont écrit une loi sur la propriété intellectuelle, et affirment ensuite que 85% des gens peuvent mourir du manque de médicaments ! C'est un système criminel.

Quand cinq géants commerciaux, comme Cargill (multinationale états-unienne de l'agroalimentaire), rédigent l'accord sur l'agriculture, ils définissent l'alimentation non comme le droit de chaque humain à se nourrir, mais comme une marchandise qu'ils veulent contrôler. Ce n'est pas la liberté, ce n'est pas le libre-échange. C'est du commerce monopolistique, c'est du commerce coercitif. Cela revient à tuer des gens, car un milliard de personnes souffrent aujourd'hui de la faim dans le monde, à cause de ce système.

Le libre-échange actuel, c'est la dictature des entreprises. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une réelle liberté, pour chaque personne, chaque enfant, chaque femme, chaque espèce sur Terre. Une réelle liberté, liée à la vie.

Vous étiez récemment aux États-Unis dans le Wisconsin pour soutenir les manifestants qui se battent pour défendre leurs droits et les services publics. Les services publics sont-ils aussi un bien commun à protéger ?

Il y a deux types de biens communs. Les ressources vitales : eau, terre, semences, air, océans : données par la nature et modifiées par les humains. Et les services liés aux besoins essentiels : l'éducation, la santé, la façon de gérer nos villes, comme les services de lutte contre les incendies... Ce sont des services publics vitaux. Ce qui compte, c'est « *l'esprit de service* » : quand un pompier lutte contre le feu, quand il aide les gens, il ne regarde pas le danger. Et quand ces services sont privatisés, les coûts augmentent. Un tiers des emprunts en Inde sont liés à l'achat de médicaments. La principale raison pour laquelle les gens vendent leurs maisons aujourd'hui, c'est pour se soigner. La privatisation des services publics prive la société de ses droits. Nous devons les défendre comme des biens communs.

Pensez-vous que le mouvement altermondialiste puisse apporter des solutions aux crises globales : environnementale, économique, financière ?

Le mouvement altermondialiste a extrêmement bien réussi : nous avons rendu l'Organisation mondiale du commerce caduque. L'OMC ne s'est jamais relevé après les mobilisations lors du Sommet de Seattle, en 1999. On avait imaginé que 5.000 personnes viendraient à Seattle, et nous étions 30.000 ! On ne s'attendait pas à voir les syndicats. Ni les étudiants, qui étaient pourtant majoritaires. Le sommet de Doha en 2001 a ensuite été marqué par les événements du 11 septembre, avec une grande pression militaire. J'y étais.

Certains ont dit aux gouvernements que s'ils ne signaient pas les accords de Doha, ils seraient traités comme des membres d'Al-Qaïda : « *Vous êtes avec nous ou contre nous.* » Résultat : rien n'a bougé à Doha, à cause de cette pression sur les gouvernements !

Des mouvements plus ciblés ont aussi été très fructueux. Nous avons par exemple mis la question de la « *souveraineté* » sur l'agenda politique. Personne ne peut plus aujourd'hui ignorer cette question. Nous avons mis en avant la défense de l'eau comme un bien public.

Et regardez le référendum en Italie ! 95% des Italiens ont dit non à la privatisation de l'eau. Idem dans le domaine des semences : je vais bientôt publier un rapport sur Monsanto, sur ses mensonges, sur la situation de monopole qu'ils ont créée et l'échec des technologies OGM à accroître les rendements. Le mouvement pour une alimentation sans OGM est très bien organisé.

Le mouvement altermondialiste a besoin de franchir une nouvelle étape. Quand on parle de la Banque mondiale, du FMI et des plans d'ajustement structurels, la plupart des gens se focalisent sur les pays du Sud, sur le « monde en

développement ». Mais aujourd'hui le FMI est en Europe ! En Grèce, en Irlande & Des pays en crise, non du fait d'une mauvaise gestion, mais à cause des banques de Wall Street, à cause d'un système financier corrompu qui a provoqué cette crise totale. Nous devons maintenant faire trois connexions vitales. La première est la question Nord-Sud.

Aujourd'hui tout le monde est « au Sud ». Le Nord ? Ce sont les multinationales et les gouvernements. Nous devons tous nous considérer comme le « monde du Sud » et nous organiser en fonction de cela.

La seconde connexion nécessaire, c'est de dépasser le fossé entre économie et écologie. Dans nos esprits, mais aussi dans nos organisations. 45% des jeunes sont au chômage en Espagne, nous devons nous tourner vers l'écologie pour créer de nouvelles opportunités d'emploi, car ce ne sont pas les banques ou Wall Street qui les fourniront. La troisième connexion, c'est entre démocratie économique et démocratie politique. La démocratie a été réduite au droit de vote. Les responsables de la crise ont mis l'Espagne dans un tel état que José Zapatero est obligé d'agir contre ceux qui ont voté pour lui, et il perdra peut-être les prochaines élections. Si les politiques sont bons, ils ont les mains liées, et si ils sont mauvais, ils sont une part du problème. Nous devons aller vers une démocratie profonde où les gens ont vraiment la possibilité de prendre des décisions.

Vous voulez un mouvement qui permette de sortir de la culture dominante de violence et de destruction. Mais face à la violence du système économique, des acteurs économiques, comment rester non-violents ?

Personne n'a mieux parlé du pouvoir de la non-violence que **Gandhi**. « *Nous ne pouvons pas démanteler la maison du maître avec les outils du maître* », a dit la poétesse américaine **Audre Lorde** [2]. Nous avons besoin d'outils différents. Ils doivent être non-violents, parce que la non-violence est plus soutenable, et qu'elle efface vos peurs. Ceux qui luttent de manière violente doivent se cacher tout le temps. Je préfère me tenir droite face aux multinationales pour leur dire ce que je pense d'elles. Agir « sans peur » est notre plus puissante arme. Et la non-violence crée également un soutien plus large. Et nous vivons à une époque où une poignée de personnes ne peut pas mener les batailles pour toute la société. C'est toute la société qui doit être engagée. Les actions non-violentes sont une invitation à toute la société à participer au combat.

Vous dites que dans la civilisation industrielle prédomine en permanence le vocabulaire de la guerre. Notre civilisation est-elle en état de guerre ?

Le paradigme dominant de la civilisation industrielle est définitivement un paradigme de guerre. Des scientifiques comme Newton ou Descartes ont créé ce cadre : tous enseignent la guerre de l'humanité contre la nature. Tout est défini à partir de cela. Les outils eux-mêmes sont liés à la conquête sur la nature. Regardez les noms des pesticides : **Round Up**, **Scepto**, **Machete**. Il est toujours question de « tuer ». Mais on ne peut pas gérer la vie à travers le meurtre. Un élément crucial du mouvement émergent est de faire la paix avec la Terre et la paix dans nos esprits. Et ce qui est beau, c'est qu'alors tout devient possible. Quand vous réalisez que tout est en relation, de nouvelles communautés peuvent être créées. Quand vous réalisez que nous sommes partie prenante de la Terre, de nouvelles opportunités de travail peuvent être créées. Si vous pensez que vous êtes en guerre, vous passez tout votre temps à la conquête violente. Cela demande beaucoup d'énergie, et détruit beaucoup. Et ça ne laisse pas de place pour l'humanité, et pour les autres espèces.

L'énergie nucléaire est-elle une dimension de cette guerre de l'homme contre la Terre et contre lui-même ?

Aux débuts de l'utilisation de l'atome, il y a la Seconde Guerre mondiale. Même quand il n'est pas question d'armes nucléaires, la technologie nucléaire est toujours guerrière. La fission de l'atome, c'est déjà une guerre. Utiliser la fission de l'atome pour faire bouillir de l'eau est d'ailleurs une stupidité. Et que dire de cette énorme quantité de déchets qui vont perdurer pendant 250.000 années ! Nous avons besoin de plus en plus d'énergie, pour maintenir la sécurité énergétique. C'est une guerre permanente. Le nucléaire est une guerre injustifiée et infondée contre la Terre et l'humanité. Fukushima a été un réveil. Cette catastrophe nous montre que nous ne sommes pas plus puissants que la nature.

La plus grande centrale nucléaire du monde est construite en ce moment en Inde, à Jaitapur, par Areva. Tout ce projet repose sur des subventions, y compris l'accaparement de terres fertiles. Et quand les habitants osent dire non, par des manifestations contre cette centrale, ils se font tuer.

Personne ne peut protester. Les gens ne sont pas autorisés à se réunir. Tous les élus locaux ont démissionné, affirmant qu'ils n'ont plus aucune raison d'être s'ils ne peuvent pas se réunir pour prendre des décisions. Si vous allez à **Jaitapur**, vous verrez une zone de guerre. J'espère que les Français rejoindront les habitants de Jaitapur pour demander à Areva de se retirer de ce projet. Et nous pourrions alors vivre en paix.

Peut-on « réformer » notre civilisation ?

Tout d'abord, y aura-t-il une civilisation ? Nous avons deux options : soit continuer dans la voie actuelle et nous enfoncer dans une impasse. Une impasse économique, comme avec la Grèce ; politique, comme ce qui a mené au printemps arabe ; écologique, comme nous le voyons partout, quand les ressources naturelles sont volées aux peuples pour alimenter l'économie mondiale.

La seconde voie que l'on peut suivre, c'est celle de la paix. Une paix qui n'est pas un signe de faiblesse, mais un signe de force.

Ceux qui sont exclus aujourd'hui, ceux qui ne sont pas partie prenante de la guerre de conquête, joueront alors un rôle de leadership : les communautés indigènes, les jeunes, les femmes...

La construction de cette paix façonnera la nouvelle prospérité. Nous avons été fous de penser que plus il y aurait d'argent dans le monde, et dans les poches des banques, des grosses entreprises et des nouveaux oligarques, meilleure serait la société. La crise grecque est causée par des banques. Et les gens disent : « *Basta ! Plus jamais ça ! Nous ne donnerons pas plus.* » La réelle prospérité, c'est la santé de la nature et des humains. C'est une communauté forte où chacun peut prendre soin des uns des autres. La civilisation que nous devons construire est une civilisation de larges réseaux de communautés souveraines, organisées de manière autonome, et non dominées par un pouvoir centralisé, politique ou économique.

Voyez-vous des signes d'espoir aujourd'hui ?

Je vois des signes d'espoir partout où il y a une résistance. Chaque communauté en Inde qui se bat contre

L'accaparement des terres, qui participe à notre mouvement **Navdanya** pour que les semences restent un bien public, tous ceux qui tournent le dos à l'économie suicidaire de Monsanto ou pratiquent l'agriculture biologique. Toute communauté qui se bat contre la privatisation de l'eau. Tout ce qui se passe dans les rues de Madrid, en Irlande, en Islande, en Grèce. Les résultats du référendum en Italie sur le nucléaire ou la privatisation de l'eau. Ce sont de incroyables signes d'espoir. Ce qu'il faut maintenant, c'est une nouvelle convergence mondiale, de tous les combats. Et un déchaînement de notre imagination : il n'y a pas de limites à ce que nous pouvons construire.

Propos recueillis par Agnès Rousseaux

visiter le site de [Navdanya](http://www.navdanya.org) : www.navdanya.org

lire aussi sur www.courrierinternational.com (20.09.2011) : [INDE : Areva attendra](#)

[1] placé en 2001 sous l'égide de l'OMC était constitué d'une série de négociations portant principalement sur l'agriculture et l'accès des pays en développement au marché des prix agricoles. Aucun accord n'est survenu.

[2] « The master's tools will never dismantle the master's house »